

## Travailleurs et travailleuses du monde entier : même combat !

Le 1er Mai n'est pas une tradition. C'est une conquête sociale. Et cette année encore, il a fallu se battre pour le défendre.

La récente tentative de faire travailler le 1er mai n'est pas anodine. Derrière des arguments de "souplesse" ou de "réponse aux besoins économiques", c'est bien la remise en cause d'un principe fondamental qui est visée : celui d'une journée unique, dédiée aux travailleurs et travailleuses du monde entier, le seul jour obligatoirement férié, chômé et payé pour toutes et tous.

Car l'histoire sociale est claire : on commence par des exceptions, puis elles s'élargissent, jusqu'à banaliser ce qui faisait jusqu'ici repère collectif.

Syndicats, salarié-es, citoyen-nes se sont mobilisé-es, ont interpellé, ont fait entendre leur voix. Cette mobilisation a permis de mettre en lumière les enjeux et de freiner, au moins temporairement, une remise en cause plus large. Mais le gouvernement n'a pas reculé, il a contourné. En autorisant certains secteurs à faire travailler leurs salarié-es le 1er mai sans sanction, il vide la loi de sa substance. Ce qui était présenté comme une exception ouvre en réalité une brèche, et chacun sait que ces brèches finissent toujours par s'élargir.

Dans un monde marqué par les conflits et les tensions, les conséquences pour le monde du travail sont directes. De Gaza, où la quasi-totalité des infrastructures éducatives est détruite, à l'Ukraine, où les bombardements visent régulièrement les écoles et les universités, en passant par le Soudan, la République démocratique du Congo, l'Iran ou encore le Rojava, ce sont les populations civiles et les travailleurs et travailleuses qui paient le prix des guerres.

Partout, les services publics, la culture, les services sociaux, l'éducation, la recherche, c'est-à-dire les outils d'émancipation sont fragilisés, attaqués ou voire détruits. À cela s'ajoutent des politiques autoritaires et des choix économiques qui affaiblissent les droits sociaux et les protections collectives.

Ces situations montrent à quel point les combats sont liés :

- la lutte pour les droits sociaux
  - la lutte pour la démocratie
  - la lutte pour la paix
- sont indissociables.

**Le 1er Mai nous rappelle alors une évidence : nos luttes sont locales, mais notre force est internationale.**



# Le 1er Mai : une conquête née de la lutte

Bien avant d'être un jour férié, le 1er Mai est d'abord une journée de mobilisation.

Son origine remonte à la fin du XIXe siècle, dans un contexte où les conditions de travail sont particulièrement dures. Les ouvriers enchaînent alors de longues journées, souvent bien au-delà de 10 heures. Face à cette réalité, une revendication s'impose progressivement : la réduction du temps de travail à 8 heures, pensée comme un équilibre entre travail, repos et vie personnelle.

Dans les années 1880, le mouvement ouvrier s'organise autour de cet objectif. En 1889, lors du Congrès international socialiste à Paris, une décision majeure est prise : organiser une grande manifestation internationale à date fixe, afin que les travailleurs de tous les pays se mobilisent simultanément pour imposer cette revendication.

Le choix du 1er mai marque la naissance d'une journée profondément internationaliste.

Dès 1890, les premières manifestations ont lieu dans de nombreux pays. Leur ampleur et leur caractère coordonné donnent un retentissement considérable à cette mobilisation, qui s'inscrit immédiatement comme un moment fort du mouvement ouvrier.

Mais cette histoire est aussi marquée par la violence. En 1891, à Fourmies (59), une manifestation pacifique est réprimée dans le sang. L'armée tire sur la foule, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Ce drame marque durablement les esprits et renforce la dimension de lutte et de solidarité associée au 1er Mai.

Au début du XXe siècle, la mobilisation s'intensifie. En 1906, la CGT fait du 1er Mai un moment central de son action pour obtenir la journée de 8 heures.

Cette date devient alors un véritable point de convergence des luttes sociales.

Les revendications finissent par aboutir. En 1919, la journée de 8 heures est adoptée en France, concrétisant des décennies de mobilisation.

Le 1er Mai s'inscrit ensuite durablement dans les grandes étapes de l'histoire sociale. En 1936, il accompagne les mobilisations massives qui mèneront aux avancées du Front populaire. Il devient un moment d'expression collective, où les travailleurs et travailleuses affirment leurs droits et leurs aspirations.

Mais il est aussi l'objet de tentatives de récupération. En 1941, le régime de Vichy cherche à en détourner le sens en le transformant en "fête du travail et de la concorde sociale", vidée de sa portée revendicative.

Après la Libération, le 1er Mai retrouve sa signification initiale. En 1947, il est officiellement **reconnu comme jour férié, obligatoirement chômé et payé**, consacrant ainsi une conquête majeure du monde du travail. Depuis, cette journée n'a jamais cessé d'être un moment de mobilisation.

Qu'il s'agisse de luttes sociales, de combats démocratiques ou de mobilisations face aux dérives politiques, le 1er Mai reste un point de ralliement. En 1967, les travailleurs reconquièrent le droit de manifester dans les rues de Paris. En 2002, des millions de personnes se mobilisent pour défendre les valeurs démocratiques face à la montée de l'extrême droite.

Aujourd'hui encore, le 1er Mai demeure un repère essentiel :

- une journée de mémoire
- une journée de revendication
- une journée de solidarité

**Une journée qui rappelle que les droits sociaux ne sont jamais donnés, mais toujours conquis.**

## À l'université aussi, le travail fait mal

**28 avril — Journée internationale de la santé et de la sécurité au travail : une urgence dans l'enseignement supérieur**



Accidents et morts au travail, burn-out à répétition, explosion des risques psycho-sociaux... la dégradation des conditions de travail n'épargne pas le service public, et donc l'enseignement supérieur et la recherche.

Chaque année, le 28 avril, la Journée internationale de la santé et de la sécurité au travail rappelle une réalité trop souvent invisibilisée : le travail peut encore blesser, rendre malade... et tuer.

À l'échelle mondiale, près de 380 millions d'accidents du travail sont recensés et plus de 3 millions de décès sont liés au travail ou aux maladies professionnelles.

Dans la fonction publique et donc aussi dans les universités, ces enjeux prennent des formes spécifiques. Si les accidents visibles sont moins fréquents que dans certains secteurs. Les risques psycho-sociaux, eux, explosent mais continuent d'être largement sous-estimés et insuffisamment reconnus.

Surcharge de travail, manque de moyens, injonctions contradictoires, encadrement toxique, perte de sens, précarité des personnels contractuels, réorganisations permanentes : autant de facteurs qui dégradent les conditions de travail au quotidien.

Les personnels enseignants, BIATSS, contractuels ou titulaires, sont confrontés à une intensification du travail sans moyens supplémentaires. L'augmentation des tâches administratives, la pression liée aux financements, la logique de performance et d'évaluation permanente participent à un épuisement généralisé.

La charge de travail ne cesse d'augmenter, les horaires peuvent déborder du cadre réglementaire et le droit à la déconnexion n'est souvent que théorique. Le travail s'étend sur les soirées, les week-ends et les périodes de repos. Dans le même temps, les jeunes étudiant·es en stage, apprenti·es, doctorant·es sont également exposé·es. Moins informé·es de leurs droits, parfois isolé·es, ils peuvent se retrouver en difficulté face à des situations de travail dégradées.

Ces situations ne relèvent pas du hasard. Elles sont le résultat de choix politiques qui fragilisent le service public : sous-financement chronique, réduction des moyens humains, affaiblissement des instances représentatives et des outils de prévention.

Face à cette situation, il est urgent de changer de cap.

Nous revendiquons :

- **un renforcement de la réglementation pour protéger la santé et la sécurité des salarié·es**
- **l'instauration de la semaine de 4 jours, avec réduction du temps de travail**
- **un nombre suffisant d'inspecteur·ices du travail**
- **l'indépendance de tou·tes les acteur·ices de la santé au travail, y compris des médecins du travail**

**Perdre sa santé au travail, dans le service public comme ailleurs, n'est pas acceptable.**

## Martine défend le 1er Mai

Depuis quelque temps, Martine a comme une impression étrange : rien ne va, mais tout doit continuer comme si de rien n'était.

L'essence augmente plus vite que notre point d'indice. Et comme solution, on lui parle télétravail. Pratique. On déplace le problème, on ne le règle pas. Et au passage, on casse un peu plus les collectifs de travail.

Et puis récemment, une nouvelle idée circule. Encore une bonne idée. Faire travailler le 1er mai. Oui. Le 1er mai. "Une adaptation", qu'ils disent. "Une modernisation", sans doute. Un léger déni d'histoire, surtout.

Parce que le 1er Mai, ce n'est pas une case à déplacer dans un tableau. C'est une conquête sociale. Un "truc" obtenu par la lutte, pas validé en réunion. Mais visiblement, tout se teste.

Sauf que cette fois, ça ne passe pas. Le 1er Mai est et doit rester férié, chômé et payé. Martine lit ça. Et pour une fois, elle ne soupire pas. Elle sourit. Pas longtemps. Juste le temps de comprendre une chose : si ça a tenu, c'est que certains n'ont rien lâché.

Alors cette année encore, Martine ira manifester. Pas par habitude. Par nécessité. Parce qu'elle voit bien comment ça glisse. Doucement. Mais sûrement.

**Parce que râler seul dans son bureau, ça soulage. Mais à plusieurs, on résiste.**



**1<sup>er</sup> Mai 2026**

**Fête du CHIFFON ROUGE**

à Woippy  
à partir de 12H00

Place de l'hôtel de ville  
Salle Saint Exupéry  
Ligne de Bus N°3  
Arrêt hôtel de ville

ENTRÉE GRATUITE  
JUSQU'À 16 ANS  
PRIX ENTRÉE: 3 €

Concerts  
Restauration  
Animations  
Standis associatifs  
Solidaires

Divise départementale de la CGT Moselle - 10 rue de Miric - 57010 Metz  
Tél : 03 87 75 19 53 - Mail : cgd@cgtsa.fr - www.cgtsa.fr  
Mettre à jour votre fiche d'adhésion  
www.groupecgt.com

QR CODE

SCANNEZ POUR ACCÉDER AU PROGRAMME

### LE MATIN : ON MANIFESTE

**EPINAL** : devant la Bourse du travail - 10h00  
**METZ** : devant l'Arsenal - 10h00  
**NANCY** : place de Dombasle - 10h00

### APRES-MIDI : FESTIF ET REVENDICATIF

CHIFFON ROUGE (Metz) Place de l'Hôtel de Ville – Salle Saint-Exupéry, Woippy  
 Fête du 1er mai ( Nancy ) - Au parc Charles III

**FÊTE DU 1<sup>er</sup> MAI**

MANIFESTATION : 10H  
 PLACE DOMBASLE  
 AU PARC CHARLES III  
 À PARTIR DE 12 H

**RESTAURATION**  
 BARBEUK,  
 FRITES,  
 REPAS VEGAN

**PRÉVOIR DE L'ESPÈCE**  
 PAS DE CB

**CONCERTS**  
 CHORALE DES SANS-NOM  
 DJ QUINZE NONANTE SEPT  
 FRITZI PATZI SOUND SYSTEM  
 NÉERA

**ANIMATIONS**  
 TOURNOI DE FOOT PAR LE COLLECTIF CITY STARS  
 TOMBOULA CGT  
 STAND PRÉVENTION ET DROIT DU TRAVAIL

**Union locale du Nord et ses environs**

**la cgt**

**1<sup>er</sup> MAI**

**MANIFESTATION : 10H**

**PLACE DOMBASLE**

**AU PARC CHARLES III**

**À PARTIR DE 12 H**

**RESTAURATION**

BARBEUK,  
FRITES,  
REPAS VEGAN

**PRÉVOIR DE L'ESPÈCE**  
PAS DE CB

**CONCERTS**

CHORALE DES SANS-NOM  
DJ QUINZE NONANTE SEPT  
FRITZI PATZI SOUND SYSTEM  
NÉERA

**ANIMATIONS**

TOURNOI DE FOOT PAR LE COLLECTIF CITY STARS  
TOMBOULA CGT  
STAND PRÉVENTION ET DROIT DU TRAVAIL

**la cgt**